



Rubrique: Inscriptions au registre du commerce

Sous-rubrique: Nouvelle inscription

Date de publication: SHAB - 24.10.2018

Numéro de publication: HR01-1004483415

Canton: VD

Entité de publication:

Bundesamt für Justiz (BJ), Eidgenössisches Amt für das Handelsregister, Bundesrain 20, 3003 Bern

Nouvelles entrées L.C.L Montage Sàrl, Renens (VD)

L.C.L Montage Sàrl Chemin du Mottey 14

1020 Renens VD

Forme juridique: Société à responsabilité limitée (SARL)

IDE: CHE258826159

Siège: Renens (VD)

Objectif

la société a pour but l'exploitation d'une entreprise de pose de constructions métalliques et toute pièce en bois et en métal; exploitation d'une entreprise de nettoyage (pour but complet cf. statuts).

Registre journalier no 18737 du 19.10.2018

Registre responsable: Registre du commerce du Canton de Vaud

Révision:

Renonciation à la révision

L.C.L Montage Sàrl, à Renens (VD), Chemin du Mottey 14, c/o Luís Miguel Saramago Conim, 1020 Renens VD, CHE-258.826.159. Nouvelle société à responsabilité limitée. Statuts: 12 octobre 2018. But: la société a pour but l'exploitation d'une entreprise de pose de constructions métalliques et toute pièce en bois et en métal; exploitation d'une entreprise de nettoyage (pour but complet cf. statuts). Obligation de fournir des prestations accessoires, droits de préférence, de préemption ou d'emption: pour les détails, voir les statuts. Capital social: CHF 20'000. Apport en nature selon contrat du 12 octobre 2018: un véhicule automobile de livraison, pour CHF 11'000; en contrepartie, il est remis 110 parts sociales de CHF 100. Associé-gérant avec signature individuelle: Saramago Conim Luís Miguel, du Portugal, à Renens (VD), avec 200 parts de CHF 100. Organe de publication: Feuille officielle suisse du commerce. Communications aux associés: par écrit ou par courriel. Selon déclaration du 12 octobre 2018, la société n'est pas soumise à une révision ordinaire et renonce à une révision restreinte.

L'entité juridique mentionnée a été inscrite au registre du commerce et jouit de la capacité juridique.

Publication selon les art. 9 et 35 ORC.